

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 52 Mars 2008

Une interview exclusive de N. S.

CMM Pourquoi avez-vous demandé à être interviewé par CMM ?

N. S. Vous avez bien publié une interview de M. X . Pourquoi je n'aurais pas le droit d'être interviewé moi aussi ? Il n'y a pas de raison ; c'est une question d'équilibre.

CMM N'êtes-vous pas jaloux de votre premier ministre, qui caracole dans les sondages, tandis que vous dévissez ?

N. S. Qui caracole, comme vous y allez ! Lui aussi il a vu chuter sa popularité ! Moins que moi, je vous l'accorde. Mais pourquoi serais-je jaloux de Triste Sire, l'Homme à la Triste Figure ? Il fait là où je lui dis de faire. Tenez, par exemple, on a « reconduit à la frontière » (expression élégante, vous ne trouvez pas ?) 24 000 étrangers en situation irrégulière, l'an dernier. Hé bien pour cette année, il a fixé un objectif de 26 000 !

CMM Cette chasse aux immigrés, c'est une façon de remercier les amis de Le Pen, dont vous avez siphonné les voix lors de votre élection ?

N. S. Pas du tout, c'est une politique que je revendique. Les amis de Le Pen sont mes amis. Le secrétaire national de l'UMP, Patrick Devedjian, qui est aussi le président du conseil général de votre département, les Hauts-de-Seine, n'a-t-il pas fait ses premières armes au mouvement Occident ? Et on trouverait bien d'autres exemples de cette porosité entre l'UMP et le Front National. Nous pensons la même chose, même si je suis plus adroit dans mon discours.

CMM « L'Europe ne peut se construire sans les peuples », disiez-vous en 2004. Vous exigiez un référendum. Pourtant, vous avez fait adopter le traité de Lisbonne, qui reprend le projet de traité constitutionnel pratiquement sans changement, sans le soumettre à référendum, dans le dos du peuple. Pourquoi ?

NS La situation n'était pas la même ! Rappelez-vous qui, en 2004, était président de la République ! Quel meilleur coup aurais-je pu lui porter que de lui faire encaisser un échec sur la question de l'Europe ? Car le rejet par nos concitoyens du projet de 2005 était prévisible, de la même façon qu'il est certain qu'ils auraient rejeté le traité de Lisbonne si on leur avait posé la question.

CMM Vous êtes devenu bien religieux, ces derniers temps ?

N. S. Pas du tout, je m'en fous complètement. Mais la recette n'a pas si mal réussi à mon ami George Bush. Je dois bien ça à toute une partie de mon électorat. Je ne peux pas satisfaire les plus démunis sur le pouvoir d'achat, il faut bien leur donner à espérer : le royaume des cieux leur appartient ! Peut-on rêver d'une plus belle consolation ? Et puis, on n'a pas trouvé mieux que de diviser pour régner. Ça marche ! Dès que je m'avance sur ce terrain, qu'est-ce que ça fait parler !

CMM Grenelle de l'environnement, rapport Attali, groupe de travail sur les modifications à apporter à la constitution, références à Jaurès et Blum ... Où est la cohérence, la sincérité dans tout ça ?

N. S. Vous auriez pu aussi citer l' « ouverture » (vous avez vu comme ils étaient empressés à me rejoindre, en échange d'un peu de notoriété ?), et bien d'autres exemples... Oui, j'utilise beaucoup le **nuage de fumée**. Car **pendant ce temps, le travail de fond se fait** : qui parle encore de la quasi-suppression des droits de succession, qui nous ramène à l'Ancien Régime et aux privilèges héréditaires ? C'est fait ! de la réforme fiscale à l'avantage des plus fortunés ? C'est fait ! Du grignotage progressif du droit du travail, de la fin, quasiment, des 35 heures, de l'augmentation de la durée de cotisation pour la retraite, de la taxation des malades, des suppressions de postes dans les services publics, des restrictions des libertés (la « rétention de sûreté »)... Tout cela est fait, ou est bien engagé ! Je suis très fort, je suis très fort ! **Même le Conseil constitutionnel, je m'assois dessus**. Les grandes fortunes pourront me remercier !

CMM Pour ces élections municipales, personne, parmi vos amis, n'a sollicité votre soutien. A Neuilly même, vous avez été désavoué. Ne craignez -vous pas de perdre toute autorité, que les gens ne vous croient plus, qu'ils ne croient plus même aux médias qui vous sont dévoués (c'est-à-dire à la quasi-totalité) ?

N. S. Pas du tout ! J'ai plus d'un tour dans mon sac. N'ai-je pas, l'an dernier, réussi à imposer, justement grâce à mes amis des télé, de la presse et des instituts de sondage, les adversaires qui avaient ma préférence ? Vous verrez : j'exercerai mon mandat jusqu'au dernier jour... puis je serai réélu !...

[Pour copie conforme : JPA]

Bonnes nouvelles

Les PDG de l'Hexagone sont les patrons les mieux payés d'Europe : plus 40% en 2007 (c'est une bonne nouvelle... pour eux, en tout cas !

Des patrons en or ! En 2007, 77% des grands patrons d'entreprises françaises ont vu leur rémunération augmenter fortement. C'est ce qui ressort d'une étude de Hay Group publiée par le quotidien « La Tribune » ce matin (1). Ainsi, la rémunération annuelle des grands patrons du CAC 40 dépasse 6 millions d'euros (salaire de base, bonus et stock-options compris). Celle des dirigeants des sociétés les moins importantes du CAC 40 et des plus grosses de l'indice élargi SBF 120, atteint 2,6 millions d'euros. Quant aux patrons des plus petites entreprises du SBF 120, leur rémunération atteint 882.000 euros. Bonus et stock-options dopent le salaire.

L'augmentation importante des salaires des grands patrons en 2007 revient essentiellement à l'envolée des bonus et à la valorisation des stock-options. Selon l'étude, les stock-options ont augmenté de 48% pour 58% des 135 entreprises étudiées. Par ailleurs, un tiers des entreprises distribue ces actions quelle que soit la performance du dirigeant, et de plus en plus de PDG bénéficient d'un «parachute doré» qu'ils peuvent toucher en cas de départ : en 2007, ils étaient 39% à ne pas en avoir contre 60% en 2006.

(1) L'étude analyse les comptes de 135 groupes (CAC 40, SBF 120 plus quinze entreprises telles que ASF, Colas, Latécoère, Sanef, Airbus, DCNS).

Source : <http://tinyurl.com/26ajwm> (cité par La liste de Pascal pascal@desmotscratie.net).

Nicolas Sarkozy stoppe un projet de mine d'or en Guyane. La multinationale canadienne Iamgold comptait extraire 34 tonnes d'or en sept ans, avec un projet industriel à base de cyanure, dans un écosystème classé en zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique. *Mais quel est le connard qui avait donné son aval à un pareil projet ? Un certain Nicolas Sarkozy, alors ministre des finances, en 2004 ! Il va falloir maintenant dédommager l'industriel, qui estime avoir investi 80 millions d'euros... (Le Monde, 2 février).*

La fin du pétrole

Un communiqué d' Yves Cochet . Pour la première fois, le cours du baril de pétrole à New York a clôturé **au-dessus des 100 dollars**. Cela fait plus de cinq ans que les prix montent. Aveugles à ce signal clair, les dirigeants économiques et politiques du monde continuent de gouverner sans souci de la catastrophe énergétique imminente : prix croissants, pénuries, inflation, troubles sociaux, famines....

Nous entrons dans une nouvelle époque où la question de l'approvisionnement en énergie dominera toutes les autres. Malgré nos alertes, les beaux parleurs ont continué de rassurer nos concitoyens en niant tout problème d'approvisionnement et en laissant entendre que les prix du pétrole baisseraient. Plus d'investissement, plus d'exploration, plus de technologie devaient résoudre le problème par la production de plus de pétrole. Mais non, les compagnies pétrolières ont beau forer plus de puits, injecter plus d'eau ou de gaz pour maintenir la pression dans les champs pétroliers, explorer de nouvelles régions, la production mondiale stagne depuis plusieurs années et s'appête à décliner irréversiblement. La mer du Nord, l'Alaska, le Mexique sont en décroissance. L'OPEP elle-même, qui se réunira le 5 mars prochain, a-t-elle les capacités d'accroître sa production ? Nous en doutons.

Néanmoins, **la demande mondiale de pétrole est plus forte que jamais**. Insatisfaite, elle poussera les prix vers le haut, au détriment des pays et des personnes les plus défavorisés. Les pénuries locales de pétrole et les coupures d'électricité vont se multiplier, comme cela est déjà le cas en Birmanie, en Afrique du Sud, au Pakistan. **La hausse continue des prix de l'énergie se propage déjà aux transports, aux denrées alimentaires et au secteur financier** en affectant le budget des ménages incapables de rembourser leurs emprunts.

Il n'y a pas de bonnes alternatives au pétrole. Dans la situation actuelle, **la seule politique** de paix, de solidarité et de démocratie **est la réduction drastique de la consommation des pays et des personnes riches.**
ycochet@assemblée-nationale.fr

Justice et mémoire

L'Australie présente des excuses historiques aux aborigènes humiliés. « Nous présentons nos excuses pour les lois et politiques des parlements et gouvernements successifs qui ont infligé une peine, une douleur et une perte profonde à nos compatriotes australiens », a déclaré le premier ministre. « Pour la douleur et les souffrances subies par ces « générations volées », leurs descendants et leurs familles, nous demandons pardon. Et pour l'atteinte à la dignité et l'humiliation infligées à un peuple fier de lui-même et de sa culture, nous demandons pardon ». (*Le Monde, 14 février*).

Monde

Capitalisme. « L'affaire des *subprimes*, qui a provoqué la crise boursière, est tout sauf un accident. Elle traduit un mal systémique. C'est le capitalisme même qui a besoin d'inciter à la consommation des consommateurs que, par ailleurs, il ne cesse d'appauvrir. D'où l'invitation à l'endettement. Les victimes sont des Américains pauvres que l'on a convaincus d'hypothéquer leurs biens pour qu'ils continuent d'acheter. [*De la même façon, en France, les prêts immobiliers à taux variable, étalés sur 30 an, préparent bien des drames pour demain*]. **La course à la sacro-sainte croissance est la cause de tout cela.** Et - comble du raffinement ! - on a transformé miraculeusement leur dette en

produit spéculatif volant de main en main jusqu'au moment où il ne trouve plus acquéreur. Nous sommes bien en face d'une forme de développement quasi inexorable du capitalisme ». (*Denis Sieffert, Politis, 31 janvier*).

« La différence entre l'évaporation de l'eau et un krach boursier est que l'eau qui s'évapore existe, alors que **l'évanouissement de la capitalisation boursière n'est que la dissipation d'un mirage**, d'une fiction. (...) »

Tous ceux qui liquident [leurs avoirs en bourse] gagnent à long terme s'ils pressurent davantage la force de travail. Les dividendes fleurissent, ça se sait dans le monde de la finance, et le cours des actions monte d'autant plus vite que s'établit la croyance que le monde merveilleux de l'exploitation de la force de travail durera toujours. Autrement dit, ce que l'on appelle la plus-value boursière est toujours l'anticipation de l'augmentation de la plus-value réelle dans le secteur productif. Alors, la magie et la fiction (puisque tous les spéculateurs ne peuvent pas « prendre leurs bénéfices » en même temps) s'installent, car l'accroissement des plus-values boursières dépasse l'accroissement de la plus-value réelle. D'où les mirages boursiers, notamment pour prétendument financer les retraites, et le développement d'un marché du risque qui pédale au-dessus du vide ». (*Jean-Marie Harribey, Politis, 7 février*).

Europe

Menace sur le modèle social européen. La Cour de justice des communautés européennes vient de rendre deux arrêts qui font peser une grave menace sur le modèle social européen. Il s'agit, d'une part, de l'affaire Viking, où une compagnie maritime finlandaise voulait faire passer un navire sous pavillon estonien pour échapper à la convention collective des marins finlandais. D'autre part, de l'affaire Laval, où une entreprise lettonne menait un chantier en Suède sans respecter la convention collective suédoise (*cf CMM n° 45*). Dans les deux cas, la Cour a débouté les syndicats de leurs plaintes, dénoncé comme illégales les grèves menées et confirmé que les pratiques des entrepreneurs étaient conformes aux traités européens. (*Alternatives économiques, n° hors série 2^{ème} trimestre 2008*).

France

« **Obscénité franco-tchadienne.** Soutenir M. Deby est une honte et un mauvais calcul même pour obtenir la grâce pour l'Arche de Zoé.

Idriss Deby a pris le pouvoir par les armes en décembre 1990. Il venait de Libye et du Darfour et avait bénéficié de l'aide militaire française pour chasser Hissène Habré, devenu embarrassant. Il a persisté dans son être présidentiel jusqu'à aujourd'hui à grand renfort de combats, de répression, de fraudes électorales, de manipulations constitutionnelles. **Pillant sans ambages les ressources de l'économie nationale** (...) il a néanmoins joui du « soutien sans faille » de la part de la France. Les rebelles qui veulent maintenant le renverser sont issus de son entourage et ont donc longtemps bénéficié des sollicitudes de Paris avant de trahir un maître désormais moins partageux.

Nicolas Sarkozy (...) a engagé dans les combats des officiers d'état-major, le 1er février, et des éléments du commandement des opérations spéciales, le 2. Il a ensuite livré des armes le 4 février via la Libye. (...) Le coût diplomatique de ce choix sera élevé (...). Les livraisons d'armes nourriront la reprise de la guerre dans l'est du Tchad et au Darfour, voire en Centrafrique. (...)

Pour tenir sa promesse vantarde d'arracher aux griffes de la justice nègre l'Arche de Zoé, **Nicolas Sarkozy a, dans les faits troqué la grâce de six criminels humanitaires français contre l'arrestation musclée des quatre principaux leaders de l'opposition légale tchadienne**, signataires de l'accord politique global visant à renforcer le processus démocratique, paraphé le 14 août sous les auspices de l'Union européenne (...).

Le plus sordide reste à venir sur nos écrans de télévision. La grande joie de la nation saluant la libération de ses humanitaires égarés, mais trop injustement punis par la justice nègre, occultera définitivement le sauvetage militaire d'un pouvoir prédateur et meurtrier au prix de l'annihilation de son opposition légale. Le discours de Nicolas Sarkozy sur l'Afrique, depuis son élection, nous a préparés à cette arithmétique : six coupables blancs valent quatre innocents noirs, et le sort de centaines de victimes anonymes envoyées ad patres par des munitions françaises est un non-événement puisque les médias français l'ont tué et que les morts n'appartiennent pas à l'histoire.

Cette obscénité entachera définitivement l'action du président au sud du Sahara pour le restant de sa carrière politique. Elle souille la compétence et le dévouement des serviteurs de l'Etat qui, vaille que vaille, oeuvrent aux relations franco-africaines dans un contexte difficile. Elle compromet le travail et la sécurité des entreprises et des ONG de notre pays, qui sont actives sur le continent. Elle **plonge dans la honte et la colère les Français et les Africains qui se font une autre idée de la République** et hésitent désormais à se regarder dans les yeux. » (*Jean-François Bayart, Le Monde, 13 février*).

Le traité de Lisbonne ratifié. Sans que le peuple soit consulté ! L'Europe reste ainsi la seule affaire des responsables politiques et économiques, sans devenir la grande affaire des peuples : l'Europe sera, donc, à plus ou moins brève échéance, vouée à l'échec. Car l'Europe ne peut se construire sans les peuples, parce que l'Europe, c'est le partage consenti d'une souveraineté, et la souveraineté, c'est le peuple. A chaque grande étape de l'intégration Européenne il faut donc solliciter l'avis du peuple. Ceux qui croient au projet Européen comme j'y crois n'auraient pas dû craindre la confrontation populaire. **Comment s'étonner du fossé qui risque de s'amplifier chaque jour davantage entre la communauté Européenne et la communauté Nationale ?** [*Je ne fais ici que reprendre presque mot à mot les propos d'un certain N. S., tenus le 9 mai 2004, devant le conseil national de l'UMP: La seule solution pour que l'Europe retrouve une légitimité, c'est désormais que soit convoquée une assemblée constituante. JPA*]

Si tous les membres des groupes socialistes présents à Versailles avaient voté contre la révision constitutionnelle, conformément à leurs engagements de campagne, Sarkozy n'avait pas sa majorité et aurait été obligé de recourir à un référendum. **Cette trahison laissera des traces au sein de la gauche.** (*Politis, 7 février*).

Société générale. Rémunération ? 48 000 € brut par an (soit un peu moins de 28 000 F par mois, déjà pas mal). A quoi s'ajoute une rémunération variable qui a atteint 60 000 € pour l'année 2006, et dont le montant proposé par la hiérarchie s'élevait à 300 000 € pour 2007. Pas assez, pour Jérôme Kerviel, qui réclamait 600 000 €.

Pour faire quoi ? « Assurer le market-making de produits ne présentant pas de volatilité : certificats, warrants, trackers, » en clair, **spéculer, parier sur les évolutions du marché.** En se fiant à des études savantes ? Non, à son simple « flair » ! [*Voilà le « travail » de ceux qu'on appelle « trader », ou, mieux « golden boy ». C'est à ce type d'activité, parée de tous les prestiges, qu'on invite toute une jeunesse à rêver ! Comparez ces rémunérations avec celles du professeur, du médecin interne dans un hôpital, ou avec celles d'un chercheur... Vous verrez où notre société – malgré toutes les déclarations généreuses sur l'importance primordiale de l'enseignement, de la médecine ou de la recherche – place en réalité ses priorités.] Ca peut rapporter gros... mais ça peut aussi perdre un max (la bagatelle de 4,9 milliards d'euros, en l'occurrence).*

A la Société générale, qui l'accuse d'avoir usé de mécanismes ultrasophistiqués pour échapper aux contrôles, Jérôme Kerviel répond, *et on est bien tenté de le croire* : « **les techniques que j'ai utilisées ne sont pas sophistiquées du tout**, à mon sens, tout contrôle correctement effectué est à même de déceler ces opérations ». Comment une banque, qui a pu être jugée en 2006 « meilleure banque du monde », a-t-elle pu se laisser entraîner, par un de ses salariés enivré par l'appât de primes mirobolantes, dans des spéculations aussi hasardeuses ?

Et le PDG ? Daniel Bouton perçoit un revenu annuel de 11 millions d'euros, stock-options comprises. Merci pour lui ! Quant à la BNP Paribas, elle a gagné 7,8 milliards d'euros en 2007, un record. (*Le Monde, 30, 31 janvier*). *Qui a dit qu'il n'y a plus d'argent ?*

Fracture sociale. « Au milieu des années 1950, les cadres touchaient en moyenne quatre fois plus que les ouvriers, mais ces derniers pouvaient compter rattraper le salaire moyen des cadres de 1955 vers 1985, compte tenu du rythme de progression des salaires », expliquent Louis Maurin et Patrick Savidan dans *l'Etat des inégalités en France 2007*. « Au milieu des années 1990, les cadres ne touchaient plus « que » 2,6 fois le salaire moyen des ouvriers, mais compte tenu du ralentissement de la croissance des niveaux de vie, il fallait trois siècles aux ouvriers pour espérer arriver au niveau des cadres de la mi-1 990 ». (*cité dans Politis, 7 février*).

Plan banlieue. La loi Solidarité et renouvellement urbain prend le problème à la racine : il faut en finir avec la concentration des riches ici, des pauvres là. La loi impose à chaque commune d'atteindre un quota minimum de 20 % de **logements sociaux** d'ici à 2020. Certaines communes en sont très loin, le record étant sans doute détenu par la ville de Neuilly-sur-Seine (2,6 %) [*mais comment donc s'appelait le farouche partisan de la ségrégation sociale qui a dirigé cette commune pendant près de vingt ans, de 1983 à 2002 ? JPA*]. Pour les communes au-dessous de ce seuil de 20 %, des objectifs d'avancement intermédiaires sont fixés. Plus de 60 % des communes concernées n'ont pas respecté leurs objectifs d'avancement entre 2002 et 2006 (elles préfèrent payer des pénalités...). La Fondation Abbé-Pierre a dressé un palmarès : Saint-Maur-des-Fossés, Neuilly-sur-Seine, Hyères, Toulon et Nice sont les cinq plus mauvais élèves parmi les 29 villes de plus de 50 000 habitants concernés. A l'inverse, Montauban, Annecy et Dijon figurent en tête du tableau d'honneur. De même que Versailles et Paris, malgré la rareté et le prix du foncier. (*Le Monde, 15 février*).

Stages étudiants. Le « montant de gratification », pour les stages d'une durée supérieure à trois mois, est fixé à 12,5 % du plafond horaire de la Sécurité sociale. Soit 398 € par mois, merci pour eux ! Et au dessous de trois mois ? Les étudiants n'ont droit à rien, faut pas rêver ! (*Le Monde, 2 février*).

Restriction des droits sociaux des plus pauvres. Sous couvert de lutter contre la fraude à la sécu, un décret d'Eric Woerth, adopté discrètement le 28 janvier, permet de remettre en cause l'accès au RMI et à la couverture maladie universelle (CMU) pour les personnes dont les « biens et éléments de train de vie » seraient considérés comme trop confortables, en fonction d'un barème qui prend en compte des éléments tels que propriétés bâties ou non bâties, moyens de transport, équipements hi-fi, vidéo, informatique, ...

Un représentant du MNCP (Mouvement National des Chômeurs et Précaires) explique la conséquence : « On travaille avec les ex-salariés de Moulinex, dont seulement un tiers sont en reclassement après trois ans. Le RMI est pour eux la seule ressource, même s'ils sont propriétaires de leur logement. Avec le décret, ils ne seront plus éligibles au RMI et à la CMU. Ils n'auront plus rien ! »

Dans le même temps, la fraude fiscale en France est évaluée à 45 milliards d'euros par an., et seulement 1 % des délits économiques et financiers sont sanctionnés. (*Politis, 14 février*).

Paris

Le saviez-vous ? Assis sur un banc public, vous dégustez une bière sur les Champs-Élysées : vous êtes passible d'un PV de 11 € ! Un arrêté préfectoral, du 31 décembre, interdit la consommation de l'alcool entre 16 h et 7 h dans le secteur des Champs ! (*20 minutes, 14 février*). [*Bien sûr, au niveau de l'application, cela dépend de votre look. Cachez ces pauvres que je ne saurais voir !*]

Hauts-de-Seine

Neuilly. L'examen des bénéficiaires des 954 **logements sociaux** de Neuilly-sur-Seine apporte des surprises : on y trouve des familles nobles, des PDG (comme Nicolas Arthus-Bertrand, PDG de la société Arthus-Bertrand qui a réalisé 24 millions d'euros de chiffre d'affaire en 2006) ou hauts responsables de l'administration du département des Hauts-de-Seine (conseil général ou office départemental d'HLM), souvent propriétaires de résidences secondaires, parfois même de châteaux en province ; des cadres supérieurs d'entreprise, des professions libérales, des fonctionnaires bien placés de la Ville... Dans le Bottin mondain, parmi les 1 463 familles mentionnant Neuilly comme lieu de résidence, 21 ont une adresse qui correspond au parc social. (*article passionnant à lire dans Le Monde 2, du 26 janvier. Enquête menée avec la collaboration de deux sociologues spécialistes de la grande bourgeoisie, Monique et Michel Pinçon-Charlot.*)

Nanterre. Une « charte » a été imposée aux promoteurs : « chaque immeuble privé doit comporter 40 % de logements sociaux », souligne Patrick Jarry, maire de Nanterre. (*Le Monde, 17-18 février.*)

Montrouge. Le Larousse nous dit : homme politique : homme qui s'occupe des affaires publiques. Pourtant, pour le maire sortant, Jean-Loup Metton, à nouveau candidat, les élections municipales ne sont pas des élections politiques. *Est-ce une façon de nous faire oublier qu'il siège au groupe Majorité Départementale-UMP-Nouveau Centre et apparentés au Conseil Général des Hauts-de-Seine ?*

Connaissez-vous l'ahurissante histoire du jardin public (parc Boileau) à usage privatif ? A voir sur <http://www.montbougge.info/spip.php?article604> Et prenez connaissance du travail remarquable de l'association participatif <http://participatif.blogspirit.com> .

Bokara Kamissoko a 27 ans et il travaille et vit en France depuis l'âge de 19 ans. On lui demande de quitter le pays où il a construit toute sa vie d'adulte. C'est ici que sont nés Fanta, le 15 septembre 2003 et Foussény, le 16 juillet 2007, qui ne connaissent qu'un seul pays, la France. Diorala Doukoumé s'est vu refuser la prolongation de son titre de séjour. C'est la maman de la petite Issa, scolarisée en CE2 à Renaudel, et d'une autre petite fille hospitalisée à Montrouge, qui ne pourrait être soignée correctement au Mali.

Le mouvement en leur faveur réussira-t-il à empêcher leur éviction, que rien ne justifie ? <http://pagesperso-orange.fr/orta/resf92sud/index.htm>

ATTAC 92 a le plaisir de vous inviter à une **réunion-débat** publique, gratuite et conviviale, le mercredi 19 mars à 20h30, au café du 7, rue Sadi Carnot (Montrouge), sur « **le pouvoir d'achat** ».

Courrier des lecteurs

P.B. Il est encore temps de te présenter mes meilleurs souhaits pour cette année bonheur santé et réussite de tes projets dans un monde un peu plus solidaire et moins artificiel ! J'apprécie toujours ta prose et en profite pour éduquer, former, éclairer mes amis...

D.R. merci pour cette lettre (je ne lis pas tout mais c'est intéressant) **F. G.** merci pour votre travail de fond. **L.G.** merci pour votre dernier n°

JCM. Je dois avoir besoin de changer mes lunettes : de même que je n'ai pas vu le diable dans le projet de constitution européenne, je ne vois pas en quoi le rapport Attali n'aurait pour seul but que de retirer le maximum de protections aux salariés.

1) Il répond à la question qui était posée : le sujet est la croissance.

2) L'identification des obstacles est l'évidence même : blocage de la société française sur ses castes et rentes de situation ; manque de régulation au niveau mondial...

3) Un certain nombre de mesures proposées ne sont que du bon sens : priorité à la formation, bonus malus sur l'emploi, permettre aux seniors qui le souhaitent de travailler plus longtemps (entre autres) ...

Mais voilà, notre beau pays est en guerre de religion chronique (ce devrait être l'article N°1 de la constitution), il est interdit de penser par soi-même, interdit de lire la prose de l'ennemi, on est prié de choisir son camp sans finasser : soit on est un inconditionnel de Besancenot (ou de son clone sans sucre Emmanuelli) soit on est un inconditionnel de Sarkozy.

M. N. j'ai apprécié de lire ta dernière gazette, sur le fond (Badiou, Quiniou, réparations des richesses et écosystèmes menacés, un peu moins l'interview de M..X) et sur la forme : plus facilement lisible même si les parties articles/commentaires de Jean-Paul ne sont pas toujours très distinctes.

JCM. A propos des mobiles. Bravo pour la réaction d'un de tes lecteurs sur l'hypothétique dangerosité des mobiles (je voulais réagir mais heureusement qu'il l'a fait, car bien plus compétent que moi) . J'ai été bien étonné que tu colportes ce genre de superstitions. Certes il est impossible de prouver que tout objet, vieux ou moderne, ne comporte aucun danger (même une pince à linge : on peut s'y prendre les doigts). Mais de là à tirer à vue sur tout ce qui est nouveau il y a une marge à ne pas franchir. Le phénomène mobile a un impact de premier plan sur les réseaux sociaux (comme Internet), on n'a pas fini d'en mesurer les effets, et il est prouvé que téléphoner avec son mobile multiplie par 4 le risque d'accident en auto ... et à pied. Mais combien de déplacements pollueurs sont évités grâce aux mobiles ? Quant aux fameuses ondes, invisibles donc pernicieuses, c'est tellement minime (à côté de la tour Eiffel, des fours à micro onde ...)...

... et à propos du changement de constitution au sujet de l'Europe. Quelle honte ! Je pense que le comportement des élus socialistes dans cette affaire n'a été qu'une preuve supplémentaire de leur inconséquence. Nulle personne douée de raison ne peut avoir envi de voter par choix pour cette bande d'irresponsables (et elle ne le fera que dans la nécessité de barrer la route à pire, qui existe malheureusement pour le plus grand nombre et heureusement... pour eux).

Il fallait pour défendre la démocratie s'opposer au changement de constitution pour obtenir un référendum. Et il fallait en même temps avoir le courage d'expliquer que ce référendum était nécessaire, non pour réitérer l'erreur du premier (qui a été avant tout un triomphe de Le Pen, quoi qu'en dise les nonistes) mais pour l'effacer : dans le but d'obtenir un "oui" constructif. Pour que la France démocratique redevienne un moteur légitime de l'Europe (qui comme toute institution n'est pas parfaite mais améliorable) au lieu de confirmer sa décadence : des foules xénophobes manipulées par des politicards (droite et gauche complices).

D.D. Je viens vous dire un grand merci pour le travail que vous faites. Inutile de vous signifier à quel point il est d'utilité publique. Je n'ai pu lire votre dossier auparavant, car je suis sur mille choses (Kokopelli, un article qu'il me faut écrire sur le "Marché de l'âme", ...). Je travaille dans le secteur de la santé mentale et il est gravement sinistré. Rien d'étonnant. En déclarant que rien n'existait que pour la jouissance que l'on pouvait en tirer, aussi perverse soit-elle, l'homme ne pouvait qu'en perdre son âme (relire le portrait de Dorian Gray d' Oscar Wilde).

Bref je voulais vous dire toute ma gratitude pour votre résistance. Car l'on ne peut soutenir la conscience de la destruction généralisée à laquelle on assiste, qu'en s'inscrivant dans une solidarité avec tout ce qui résiste. Il s'agit de monter des digues. Amicalement.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d' anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.